

**6 Économie**

**Afritac / Renforcement des capacités sur la gouvernance des finances publiques**  
**Des cadres d'administrations à l'école des instruments de gestion opérationnelle**

I.M'B.  
Libreville / Gabon

**LE** séminaire régional sur le thème "Pilotage de l'exécution du budget : les instruments et les responsabilités" organisé par le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (Afritac) et qui a débuté le 6 novembre dernier, se poursuit jusqu'au 10 courant, à Libreville. Au cours de ce stage qui regroupe neuf pays de la sous-région, ainsi que la Commission de la Communauté

économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac), les participants (essentiellement les cadres des directions générales du Budget, du Trésor et de la Comptabilité publique, des Marchés publics, des Infrastructures ou de l'Éducation nationale) sont formés à la maîtrise des instruments de pilotage. A savoir les plans de trésorerie, de passation des marchés, d'engagement et des émissions des emprunts annuels. Les séminaristes saisiront cette opportunité pour échanger leurs expé-



Photo : F.A.

Un instant de formation Afritac, hier.

riences, de même qu'ils apprendront à identifier les contraintes budgétaires et les mesures à

court et moyen termes de leur gestion optimale. Pour Jean-Fidèle Otandault, ministre du Budget

et des Comptes publics, cette énième formation d'Afritac sur la gouvernance des finances pu-

bliques se justifie. « Certaines innovations dites de 2e palier ou génération prévues par les dispositions juridiques communautaires, restent à implémenter. C'est le cas notamment de la comptabilité des droits constatée, de la budgétisation des emplois, de la modulation des contrôles, de la certification des comptes », a-t-il souligné. Les bénéficiaires de cette formation sont censés avoir, dans leurs tâches futures, des idées claires sur le séquençage des instruments de gestion et l'exécution du budget.

**Préservation de l'environnement**

**La situation des Etats membres débattue à Libreville**

J.M  
Libreville

**LIBREVILLE** a abrité du 2 au 4 novembre 2017, les travaux du 5e atelier régional des Etats membres de la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha et l'Ogooué (Cicos) sur la plateforme de concertation régionale. A l'issue de cet atelier organisé par l'Agence de coopération allemande au développement (GIZ), les participants ont réussi à harmoniser les résultats des consultations menées lors des plateformes des



Photo : Jean Madouma

L'implication des communicateurs est importante pour véhiculer les messages et les acquis.

concertations nationales, tel que consignées dans les rapports des différents Etats membres de la Cicos. Il était également ques-

tion d'examiner le règlement relatif à la construction, l'équipement et la maintenance des bateaux en navigation intérieure, dont les



Photo : Jean Madouma

Les thérapeutes du Gabon, partie prenante à la problématique.

normes ont été étendues et adaptées aux constructions d'embarcations faites de bois ou d'acier, en prévision de la construction des ba-

leinières pilotes dans les Etats membres de la Cicos. « Il est désormais temps d'adopter de manière systématique une ap-

proche participative de tous les acteurs, au regard de la multiplicité des usages de l'éthique de préservation des écosystèmes. Le Gabon adhère parfaitement à la détermination de la Cicos et de la GIZ de faire aboutir ce projet tant nécessaire à nos différents Etats », a déclaré Jonas Lola Mvou, secrétaire général du ministère des Transports et de la Logistique. Le secrétariat général de la Cicos a promis de conduire un plaidoyer auprès des ministres pour la reconnaissance légale des plateformes de concertations dans chaque pays.

**Hydrocarbures/Production pétrolière**  
**Perenco désormais leader !**

W.N.  
Libreville/Gabon

**LA** reprise de certains champs pétroliers matures de Total Gabon par Perenco porte déjà ses fruits. Depuis le 1er novembre dernier, la production pétrolière de la compagnie pétro-gazière

franco-britannique Perenco Oil & Gas Gabon s'est accrue de 25 000 barils par jour. Cette croissance est le fruit de l'exploitation de neuf champs pétroliers, six offshore et trois onshore, rachetés auprès de la compagnie Total Gabon, rapporte le site Nouveau Gabon. D'après les responsables



Photo : D.R.

La production pétrolière de Pérenco s'est accrue de 25 000 barils par jour.

de la compagnie, grâce à l'entrée en production des champs Grondin, Barbier, Mandaros, Girelle, Pageau, Hylia en offshore et Coucal, Avocette et Attora en onshore, l'opérateur franco-britannique devient du coup leader dans la production pétrolière au Gabon. «Perenco Gabon devient ainsi le premier opérateur

pétrolier et gazier du Gabon. Le monde pétrolier nous regarde désormais comme tel», explique Denis Clerc Renaud, directeur général de la compagnie. L'entreprise est également devenue propriétaire de l'oléoduc qui achemine le pétrole de Rabi au Cap Lopez, près de Port-Gentil.

**COP 23 de Bonn / Financements disponibles de l'économie verte**

**La BEI décaisse 50 000 milliards de francs pour le climat**

I. M'B.  
Libreville / Gabon

**L'OUVERTURE** de la COP 23 a été marquée, lundi 6 novembre dernier à Bonn, par une importante déclaration de la Banque européenne d'investissement. Lors de la conférence de presse qu'il a animée, Jonathan Taylor, vice-président

de cette banque pour le climat a indiqué que son institution a planifié d'investir 50 000 milliards de francs, d'ici 2020, dans les projets environnementaux en Europe et à l'étranger, pour soutenir l'Accord de Paris. Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, la BEI détaille les axes sur lesquels elle entend injecter cet important fonds. Hier, par exemple, il a été



Photo : D.R.

Jonathan Taylor, vice-président Climat de la BEI

question des obligations vertes pour soutenir l'Accord de Paris sur le climat. Chaque jour, jusqu'au 17 novembre, les responsables de cette banque, ainsi que les experts, vont expliquer les modalités d'accès à ce colossal prêt. Gerry Muscat, chef du Développement urbain de la BEI, a éclairé les gouvernements locaux, les régions, les opérateurs écono-

miques sur le soutien de l'économie et des océans, le financement des villes à l'action climatique, les prêts d'eau et l'adaptation au climat, etc. Avec une enveloppe de 50 000 milliards de francs sur la table, la BEI devient le leader des 25 institutions financières du monde volontaires dans le financement du climat.